

In afwijking van het eerste lid kunnen in uitzonderlijke situaties de vergaderingen van het gemeentecollege, van het beheersorgaan van de autonome gemeentebedrijven, van het beheerscomité van de projectvereniging, van de beheersorganen van de intercommunale, van het provinciecollege en van het beheersorgaan van de autonome provinciebedrijven op afstand worden gehouden. In het huishoudelijk reglement worden de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld. In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand is gehouden en deze informatie wordt opgenomen in het jaarlijkse bezoldigingsverslag als bedoeld in artikel L6421-1.

In de in de leden 2 en 3 bedoelde gevallen kan niet worden beraadslaagd en gestemd over punten die verband houden met de tuchtrechtelijke situatie van een of meerdere personeelsleden, dossiers waarvoor externe personen in het kader van een geschil moeten worden gehoord, het strategisch plan, beslissingen betreffende de financiële strategie, algemene bepalingen inzake personeelszaken, of het nu gaat om toegangsvoorwaarden voor betrekkingen of bezoldigingsvoorwaarden, bijzondere regels die van toepassing zijn op de plaatselijke bestuursfunctie, en de begrotingen en rekeningen.

In afwijking van het vierde lid kan in het in lid 3 bedoelde geval worden beraadslaagd of gestemd over punten die betrekking hebben op de tuchtrechtelijke situatie van een of meerdere personeelsleden en de dossiers waarvoor het horen van externe personen in het kader van een geschil vereist is, indien de autoriteit een uiterste termijn in acht moet nemen.

§ 2. Dit artikel is eveneens van toepassing op de overlegvergaderingen bedoeld in artikel L1122-11 van dit Wetboek en in artikel 26, § 2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel. ”.

Art. 19. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 juli 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waalse Parlement 625 (2020-2021) Nrs. 1 tot 8.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 juli 2021.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203702]

15 JUILLET 2021. — Décret modifiant certaines dispositions de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale en vue de permettre les réunions à distance des organes (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale, il est inséré un article 30bis rédigé comme suit : " Art. 30bis. § 1^{er}. L'on entend par :

1° la réunion à distance : la réunion qui se tient à l'aide de moyens techniques de visioconférence, c'est-à-dire la conférence permettant, en plus de la transmission en direct de la parole et de documents graphiques, la transmission d'images animées des participants éloignés;

2° la situation extraordinaire : la situation dans laquelle la phase communale, provinciale ou fédérale est respectivement déclenchée par l'autorité compétente, conformément à l'arrêté royal du 22 mai 2019 relatif à la planification d'urgence et la gestion de situations d'urgence à l'échelon communal et provincial et au rôle des bourgmestres et des gouverneurs de province en cas d'événements et de situations de crise nécessitant une coordination ou une gestion à l'échelon national;

3° la situation ordinaire : la situation vise tous les autres cas.

§ 2. Les articles 30ter et 30quater trouvent à s'appliquer dans le cadre du strict respect des principes démocratiques consacrés par la présente loi, singulièrement ceux relatifs :

- au respect du secret professionnel;
- au respect de la non-publicité des débats;
- à la prise de parole des membres;
- à la délibération;
- à la possibilité d'échanges de vue au travers de prises de parole;
- à l'expression des votes. "

Art. 3. Dans la même loi, il est inséré un article 30ter rédigé comme suit : " Art. 30ter. § 1^{er}. Les réunions du conseil de l'action sociale, des comités spéciaux et de l'assemblée générale des associations visées au Chapitre XII se tiennent physiquement tant en situation ordinaire qu'extraordinaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en situation extraordinaire, les réunions peuvent se tenir à distance. Le règlement d'ordre intérieur en fixe les conditions et les modalités. Le procès-verbal mentionne si la réunion s'est tenue à distance et cette donnée est répercutée dans le rapport annuel de rémunération visé à l'article L6421-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, sauf si l'autorité est tenue de respecter un délai de rigueur, les points relatifs à la situation disciplinaire d'un ou plusieurs membres du personnel et les dossiers nécessitant l'audition de personnes extérieures dans le cadre d'un contentieux ne peuvent faire l'objet d'une discussion ou d'un vote.

§ 2. En ce qui concerne les assemblées générales des associations visées au Chapitre XII, s'il est recouru à une réunion à distance, une délibération du conseil de l'action sociale sur chaque point à l'ordre du jour est obligatoire. Si le conseil de l'action sociale ne souhaite pas être physiquement représenté, il transmet ses délibérations sans délai à la structure, laquelle en tient compte pour ce qui est de l'expression des votes mais également pour ce qui est du calcul des différents quorums de présence et de vote.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités d'exécutions du présent article. "

Art. 4. Dans la même loi, il est inséré un article 30quater rédigé comme suit : " Art. 30quater. § 1^{er}. Les réunions du bureau permanent, du comité d'audit et du conseil d'administration des associations visées au Chapitre XII se tiennent physiquement tant en situation ordinaire qu'extraordinaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en situation ordinaire, dans 20 pour cent des cas maximums, les réunions du bureau permanent et du comité d'audit des associations visées au Chapitre XII peuvent se tenir à distance. Le règlement d'ordre intérieur en fixe les conditions et les modalités. Le procès-verbal mentionne si la réunion s'est tenue à distance et cette donnée est répercutée dans le rapport annuel de rémunération visé à l'article L6421-1.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, en situation extraordinaire, les réunions peuvent se tenir à distance. Le règlement d'ordre intérieur en fixe les conditions et les modalités. Le procès-verbal mentionne si la réunion s'est tenue à distance et cette donnée est répercutée dans le rapport annuel de rémunération visé à l'article L6421-1.

Dans les cas visés aux alinéas 2 et 3, les points relatifs à la situation disciplinaire d'un ou plusieurs membres du personnel, les dossiers nécessitant l'audition de personnes extérieures dans le cadre d'un contentieux, le plan stratégique, les décisions relatives à la stratégie financière, les dispositions générales en matière de personnel que ce soit les conditions d'accès aux emplois ou les conditions rémunératoires, les règles particulières applicables à la fonction dirigeante locale et les budgets et comptes ne peuvent faire l'objet d'une discussion ou d'un vote.

Par dérogation à l'alinéa 4, dans le cas visé à l'alinéa 3, les points relatifs à la situation disciplinaire d'un ou plusieurs membres du personnel et aux dossiers nécessitant l'audition de personnes extérieures dans le cadre d'un contentieux peuvent faire l'objet d'une discussion ou d'un vote si l'autorité est tenue de respecter un délai de rigueur.

§ 2. Le présent article est également applicable aux réunions de concertation visées à l'article 26, § 2, de la présente loi et à l'article L1122-11 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

§ 3. Le Gouvernement arrête les modalités d'exécution du présent article. "

Art. 5. L'article 124 de la même loi est complété par un alinéa rédigé comme suit : " La réunion des organes de l'association est organisée :

- 1° conformément aux articles 30bis et 30ter en ce qui concerne l'assemblée générale;
- 2° conformément aux articles 30bis et 30quater en ce qui concerne les organes de gestion. "

Art. 6. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 2021.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 15 juillet 2021.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Note

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 626 (2020-2021) N^{os} 1 à 5.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 juillet 2021.

Discussion.

Vote.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/203702]

15 JULI 2021. — Decreet tot wijziging van sommige bepalingen van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn om de vergaderingen van de organen op afstand mogelijk te maken (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt een artikel 30*bis* ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 30*bis*. § 1. Er wordt verstaan onder:

1° vergadering op afstand: de vergadering die wordt gehouden met behulp van videoconferentietechnologie, d.w.z. een conferentie die, naast de rechtstreekse transmissie van spraak en grafisch materiaal, ook de transmissie van bewegende beelden van deelnemers op afstand mogelijk maakt;

2° de uitzonderlijke situatie: de situatie waarin de gemeentelijke, provinciale of federale fase respectievelijk afgekondigd wordt door de bevoegde overheid, overeenkomstig het koninklijk besluit van 22 mei 2019 betreffende de noodplanning en het beheer van noodsituaties op het gemeentelijk en provinciaal niveau en betreffende de rol van de burgemeesters en de provinciegouverneurs in geval van crisisgebeurtenissen en -situaties die een coördinatie of een beheer op nationaal niveau vereisen;

3° de gewone situatie: de situatie die alle andere gevallen omvat.

§ 2. De artikelen 30*ter* en 30*quater* moeten worden toegepast met strikte inachtneming van de democratische beginselen die in deze wet zijn neergelegd, met name die welke betrekking hebben op:

- de eerbiediging van het beroepsgeheim;
- de eerbiediging van het niet-openbare karakter van de debatten;
- het verzoek van de leden om het woord te nemen;
- de beraadslaging;
- de mogelijkheid om van gedachten te wisselen door middel van verzoeken om het woord te nemen of vragen en antwoorden;
- het uitbrengen van stemmen. "

Art. 3. In dezelfde wet wordt een artikel 30*ter* ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 30*ter*. § 1. De vergaderingen van de raad voor maatschappelijk welzijn, de bijzondere comités en de algemene vergadering van de in Hoofdstuk XII bedoelde verenigingen worden, zowel in gewone als in uitzonderlijke situatie, fysiek gehouden.

In afwijking van het eerste lid kunnen in uitzonderlijke situaties vergaderingen op afstand worden gehouden. In het huishoudelijk reglement worden de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld. In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand is gehouden en deze informatie wordt opgenomen in het jaarlijkse bezoldigingsverslag als bedoeld in artikel L6421-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

In het in lid 2 bedoelde geval kan niet worden beraadslaagd en gestemd over punten die betrekking hebben op de tuchtrechtelijke situatie van een of meerdere personeelsleden en de dossiers waarvoor het horen van externe personen in het kader van een geschil vereist is, tenzij de autoriteit een uiterste termijn in acht moet nemen.

§ 2. Wat de algemene vergaderingen van de in Hoofdstuk XII bedoelde verenigingen betreft, is, indien op afstand wordt vergaderd, een beraadslaging van de raad voor maatschappelijk welzijn over elk punt van de agenda verplicht. Indien de raad voor maatschappelijk welzijn zich niet fysiek wenst te laten vertegenwoordigen, deelt hij zijn beraadslagingen onverwijld mee aan de structuur, die er rekening mee houdt wat betreft het uitbrengen van de stemmen, maar ook wat betreft de berekening van de verschillende aanwezigheids- en stemquorums.

§ 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel. "

Art. 4. In dezelfde wet wordt een artikel 30*quater* ingevoegd, luidend als volgt: "Art. 30*quater*. § 1. De vergaderingen van het vast bureau, van het auditcomité en van de raad van bestuur van de in Hoofdstuk XII bedoelde verenigingen worden, zowel in gewone als in uitzonderlijke situatie, fysiek gehouden.

In afwijking van lid 1 kunnen de vergaderingen van het vast bureau en van het auditcomité van de in Hoofdstuk XII bedoelde verenigingen in gewone situatie, in ten hoogste 20 procent van de gevallen, op afstand worden gehouden. In het huishoudelijk reglement worden de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld. In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand is gehouden en deze informatie wordt opgenomen in het jaarlijkse bezoldigingsverslag als bedoeld in artikel L6421-1.

In afwijking van het eerste lid kunnen in uitzonderlijke situaties vergaderingen op afstand worden gehouden. In het huishoudelijk reglement worden de voorwaarden en modaliteiten vastgesteld. In de notulen wordt vermeld of de vergadering op afstand is gehouden en deze informatie wordt opgenomen in het jaarlijkse bezoldigingsverslag als bedoeld in artikel L6421-1.

In de in de leden 2 en 3 bedoelde gevallen kan niet worden beraadslaagd en gestemd over punten die verband houden met de tuchtrechtelijke situatie van een of meerdere personeelsleden, dossiers waarvoor externe personen in het kader van een geschil moeten worden gehoord, het strategisch plan, beslissingen betreffende de financiële strategie, algemene bepalingen inzake personeelszaken, of het nu gaat om toegangsvoorwaarden voor betrekkingen of bezoldigingsvoorwaarden, bijzondere regels die van toepassing zijn op de plaatselijke bestuursfunctie, en de begrotingen en rekeningen.

In afwijking van het vierde lid kan in het in lid 3 bedoelde geval worden beraadslaagd of gestemd over punten die betrekking hebben op de tuchtrechtelijke situatie van een of meerdere personeelsleden en de dossiers waarvoor het horen van externe personen in het kader van een geschil vereist is, indien de autoriteit een uiterste termijn in acht moet nemen.

§ 2. Dit artikel is eveneens van toepassing op de overlegvergaderingen bedoeld in artikel 26, § 2, van deze wet en in artikel L1122-11 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

§ 3. De Regering bepaalt de nadere regels voor de uitvoering van dit artikel. ”.

Art. 5. Artikel 124 van dezelfde wet wordt aangevuld met een lid luidend als volgt: “De vergadering van de organen van de vereniging wordt georganiseerd :

1° overeenkomstig de artikelen 30*bis* en 30*ter* voor wat betreft de algemene vergadering;

2° overeenkomstig de artikelen 30*bis* en 30*quater* voor wat betreft de beheersorganen. ”.

Art. 6. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2021.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 juli 2021.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waalse Parlement 626 (2020-2021) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 juli 2021.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203583]

8 MARS 2021. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 08 et 06 des divisions organiques 10 et 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l’année budgétaire 2021

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Le Ministre de l’Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l’Innovation, du Numérique, de l’Aménagement du territoire, de l’Agriculture, de l’IFAPME et des Centres de Compétence,

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d’administration publique wallonnes, notamment l’article 26;

Vu le décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l’année budgétaire 2021, notamment l’article 39;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 8 février 2021;

Vu la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 4 février 2021;